Haut du formulaire

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

Bas du formulaire

# Existe-t-il une force d’opposition au Vietnam ?

Author : Pham Chi Dung.

Translated by Phan Van Song.

Les autorités du Parti [Communiste vietnamien] et du gouvernement [du Vietnam] peuvent dormir tranquilles quelque temps encore, car la réalité actuelle prouve l’absence totale d’une force d’opposition au Vietnam.

En effet, il nous semble que les activistes de la lutte pour la démocratie, qu’ils soient de l’intérieur du pays ou de la diaspora, sont en train de rater une occasion rare pour réaliser quelque chose qui ressemblerait à « un contre-pouvoir politique », surtout lorsqu’un signal d’un changement de cap « vers l’Ouest » a été émis, d’abord lors de la visite du président du Vietnam Trương Tấn Sang à son homologue américain au mois de juillet 2013, ensuite par le voyage, dans la foulée, de son premier ministre Nguyễn Tấn Dũng à Paris.

Rappelons aussi le texte appelé « Manifeste 72 » signé par un groupe de personnalités et d’intellectuels entrés en dissidence contre la ligne politique du pays au début de cette année 2013 : ce texte aborde deux sujets brûlants qui dérangent l’appareil de propagande du Parti : l’article numéro 4 de la constitution actuelle du Vietnam [concernant la suprématie du pouvoir dirigeant du Parti Communiste vietnamien], et l’existence éventuelle d’une force d’opposition.

Pourtant un certain nombre d’activistes a essayé avec beaucoup de bonne volonté de prouver l’existence de cette force d’opposition, à travers les onze manifestations anti-chinoises à Hanoi en 2011, manifestations récupérées par la propagande d’État comme une preuve du pluralisme politique de la société vietnamienne de toujours.

Par contre, il existe toujours une différence d’interprétation dans la mentalité de l’intelligentsia proche du Parti. Dans un échange avec la BBC en langue vietnamienne, diffusé le 24/4/2013, monsieur Nguyễn Đình Tấn, un enseignant de l’Institut National des Études Politiques et Administratives Hồ Chí Minh, s’est exprimé  ainsi : « *La réalité au Vietnam actuel, c’est que le Parti Communiste Vietnamien (PCV), n’a pas d’adversaire. Et si nous définissons adversaire comme organisations politiques ou partis politiques, il n’y en a pas ! ».*

Les paroles de Monsieur Tấn expriment-elles la pensée d’un grand nombre des intellectuels de la mouvance pro-gouvernementale ? – toutes ces personnes, qui, jusqu’à présent, ne se situent que par l’existence du PCV.

 **Existe-t-il une force d’opposition ?**

Le Professeur Tấn a raison, d’une manière objective, la réponse est « NON » jusqu’à aujourd’hui. Y compris la proposition de l’avocat Lê Hiếu Đằng de créer ce parti dénommé Social Démocrate à Saigon au mois d’août de cette année, et qui a « presque réussi », et pourtant son appel sur la nécessité d’une force d’opposition n’a pas été pris en considération par le PCV et le gouvernement.

Dans la réalité, pour être un adversaire politique, il faut être un vrai parti politique, une vraie force politique avec les quatre critères qui la définissent : avoir un manifeste, des hommes, des compétences et de l’influence dans le peuple – c'est-à-dire sa clientèle. Parfois, l’adversaire politique peut se manifester sous la forme d’une organisation politique, d’un parti politique, même si, parfois « ce parti n’a que son nom » pour exister.

Historiquement, au Vietnam [le Vietnam depuis 1945, communiste, démocratique populaire, socialiste], n’existaient, comme organisations politiques, que deux partis en dehors du PCV : le Parti Démocrate et le Parti Social. En 1988, ces deux partis se sont retirés de la scène politique vietnamienne, laissant le Parti Communiste devenir parti unique. C’est pourquoi nous pouvons affirmer que jusqu’à présent, le PCV n’a pas d’adversaire politique. Et c’est pourquoi, nous ne pouvons que donner raison à monsieur Nguyễn Đình Tân, du moins que dans l’apparence extérieure et dans la réalité de tous les jours. Par contre, si nous entrions dans l’analyse des sentiments de la population envers ses dirigeants et envers le régime, ce serait différent. Contrairement aux années postérieures à 1988, temps des grandes amours entre le Peuple et le Parti, la période actuelle est une période de crises, crises diverses certes, mais avant tout crise de confiance de la plupart de la population envers une grande partie du système d’État, sinon envers le système dans sa totalité, et ce, à tous les échelons.

Si le PCV avait suffisamment de courage et de bonne volonté, il organiserait un referendum public et transparent concernant l’autorisation de partis d’opposition indépendants ; de nombreuses organisations politiques non-communistes verraient alors sans doute le jour.

La création, l’organisation, le manifeste dont nous avons parlé précédemment, la logistique y compris le problème du financement ne sont pas de vrais et gros problèmes pour ces groupes – partis politiques –indépendants. Le plus difficile est le recrutement des membres et l’influence et la conquête de la population.

Auparavant, on a observé les activités de certains groupes d’activistes pour la démocratie tels que le Groupe 8406 ou Bauxite Việt Nam. Mais dans la réalité, il n’existe pas encore de mouvement unifié luttant pour la démocratie et les droits de l’homme. Le groupe du « Manifeste 72 » semble être le premier pouvant être considéré comme le point de départ d’un mouvement rassembleur, mais au contenu encore limité.

Aujourd’hui, les manifestations [au Vietnam], sont pour la plupart spontanées, soient personnelles, éparpillées, soient avec des petits groupes ; elles sont locales, sans relations entre les différentes localités ou grandes villes comme Hanoi ou Saigon, ou entre ces deux grandes villes et d’autres comme Đà Nẳng, Nghệ An, le delta du Fleuve Rouge, les plateaux montagnards de l’Ouest, ou l’Ouest du Sud Vietnam et le Centre Vietnam… Il en est de même pour les liens entre les groupes d’activistes au pays et celui de la diaspora.

Peut-être est-il trop tôt pour parler de la nécessité d’un parti d’opposition et ce malgré les aspirations d’un certain nombre de personnalités, d’intellectuels, et même d’ouvriers ou d’agriculteurs. Car le plus important pour un parti n’est ni son nom, ni la renommée de son appellation, mais le résultat d’un vrai travail de terrain, et son influence auprès de ses sympathisants dans les principales classes sociales, ouvriers, agriculteurs, petits commerçants, y compris les croyants des différentes religions. Processus difficile, fragilisé par le petit nombre d’adhérents, par le manque d’ancienneté du mouvement, par la modestie de sa zone d’influence, sans compter les attaques et barrières mises en place par le parti au pouvoir.

**Deux scénarios :**

Objectivement, les activités pour la défense de la démocratie et les droits de l’homme au Vietnam, n’en sont qu’à leurs balbutiements, quelques bases jetées avant des essais de définition de systèmes avec quelques modèles d’organisations sociales émanant de la société civile.

En temps normal, un scénario de confrontation ne se déroule que lorsqu’il y a une force d’opposition suffisamment puissante pour, en cas de crise économique, politique ou sociale grave, remplacer le gouvernement en place. Le phénomène « printemps arabe », des pays du nord de l’Afrique en est la plus récente illustration. Au Vietnam, les conditions [sociales, politiques, économiques] ne ressemblent ni à celles des pays nord-africains, ni à celles de la Syrie dont les forces d’opposition n’ont jusqu’à ce jour, pas encore réussi à former un vrai mouvement uni, suffisamment puissant pour faire le contre-pouvoir, et ce, malgré tous les signaux de l’effondrement économique et social. C’est pourquoi [pour le Vietnam] un scénario de confrontation a très peu de chance de voir le jour d’ici 3 à 4 ans.

Par contre, un scénario, de type « soft » peut être envisageable : par l’action de la société civile, avec tous ses réseaux sociaux soulevant des débats. Et d’ici 3 ou 4 ans encore, seront posées les premières pierres d’un modèle d’organisation sociale où la société civile aura son rôle à jouer. Le but de la société civile n’est pas de remplacer un gouvernement, ou renverser un État. Sa fonction est d’inciter le gouvernement à mieux gouverner, à travers sa ligne politique, sa mission, ses hommes ou la réalisation de ses plans, à optimiser, à rendre les réalisations plus justes, plus équitables, plus humaines. C’est pourquoi si nous comparons les buts et les missions de la société civile et ceux des partis politiques, nous pensons que la société civile mérite beaucoup plus qu’on s’en occupe et qu’on y adhère.

Toujours dans ce scénario « soft », nous verrons de plus en plus, d’adhésions, dues à des réactions passant de la pensée critique théorique du Parti, du gouvernement, et du stade de la parole et du verbe aux manifestations concrètes en actes de la part des anciens du parti [PCV bien sur], des anciens militaires, fonctionnaires, membres du premier cercle, d’abord des retraités, ou bientôt retraités ensuite, et très vite, le phénomène s’étend même aux cadres encore en fonction. C’est le début d’un délitement du système, et qui s’aggrave de jour en jour.

Un début d’évaluation prévisionnel estime qu’à l’intérieur du PCV, trois groupes principaux se sont formés. Le premier groupe, composé d’environ 30 % d’intellectuels du Parti, des gens de l’appareil, petits fonctionnaires y compris, est considéré comme le groupe des « fidèles ». Détenteurs des privilèges du système, ils ont des intérêts liés à leur fonction et à leur grade. Le deuxième groupe, au contraire, plus progressiste, a envie de changement ; ils ne sont que 20% d’intellectuels, sont dans le système, membres du Parti ou non. Et ils sont là en attente, d’un moment propice, d’un agitateur, d’une mèche, de quelque chose qui bouge. Entre ces deux tendances, le reste, 50% des intellectuels du parti, des gens du milieu, sans conviction précise, sans trop d’attachement aux fonctions, aux privilèges, vivant entre deux eaux, au jour le jour…

Et si la réalité se rapprochait de ce tableau ? Ce seraient des conditions parfaites pour organiser des sociétés sociales qui auraient absorbé au moins la moitié des intellectuels actuellement au service de l’État vietnamien.

**Et le scénario birman ?**

Dans les années à venir, le système politique vietnamien pourrait évoluer d’une part sous des pressions internationales concernant le respect de la démocratie et des droits de l’homme et d’autre part sous celles de groupes et de mouvements de contestation de l’intérieur et du Parti et du pays. De ce fait, le scénario d’un changement politique au Vietnam résultera de grands affrontements, à commencer par l’affrontement entre les forces politiques anciennes et nouvelles [dans le Parti même]. Les nouvelles tendances démocratiques peuvent naître à l’intérieur même du Parti, organisées, lancées par des groupes de personnes, soi-disant, ou considérés comme des « progressistes » ou des « réformateurs » ou le plus souvent ayant envie de changement par simple fantaisie personnelle. On peut envisager une petite probabilité de changement dans 3 ou 4 ans par le fait de ce groupe de personnes dont l’influence changerait la face du pays.

Dans une vision optimiste, à un moment donné, de ces chocs dus aux affrontements, les « anciens » se retrouveront dans les « nouveaux », l’affrontement deviendra dialogue. Confrontations deviendront collaborations.

Et surtout, si les mouvements de la société civile obtiennent des soutiens des mouvements internationaux, et des gouvernements des pays avancés comme les États-Unis et l’Europe de l’Ouest, la probabilité de réussite serait beaucoup plus grande. Quelques personnes, peut-être, diraient qu’en raisonnant ainsi, j’ouvre la porte à «  l’évolution pacifique », mais, regardez donc la Syrie et, qui parmi nous, Vietnamiens, aurait le cœur de voir le chaos régner sur notre pays, et le sang couler sur notre sol.

Actuellement, on parle beaucoup de la Birmanie, et on suppute beaucoup sur les expériences des politiciens birmans. Le Président Thein Sein et son groupe ont vraiment eu une réussite spectaculaire : ils ont évité un bain de sang inutile, et un désastre économique.

Si les dirigeants politiques vietnamiens réussissaient à se faire aider par les Occidentaux, comme l’ont fait les Birmans, notre économie aurait des chances de se rétablir, la démocratie aurait des chances d’avoir des jours meilleurs, et surtout, cela épargnerait au pays une confrontation violente des populations en colère avec certaines de leurs autorités locales et parfois même avec les autorités centrales. Et ce serait le scénario idéal pour l’avenir de notre peuple.

**Phạm Chí Dũng**

4 Oct, 2013

*\*Pham Chi Dung (47), Ph.D in Economics, is a journalist, poet and writer. He was arrested on July 2012 under a charge of overthrowing the people’s administration then was released 6 months later without any charge.*